

INSTRUCTION

N° 03-033-A7-P-R du 22 mai 2003

NOR : BUD R 03 00033 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

FONDS DE CONCOURS VERSÉS AU PROFIT DU BUDGET GÉNÉRAL

ANALYSE

Récapitulation des modifications intervenues sur la procédure des fonds de concours
en 2002 et 2003

Date d'application : 22/05/2003

MOTS-CLÉS

COMPTABILITÉ ; RECOUVREMENT ; PRODUITS DIVERS ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ;
SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ; FONDS DE CONCOURS

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

ACT	RGP	PGT	TPGR	TPG	DOM	TGAP	TGE	TOM	CPE	PGA	TGCST	IP
SIA	DP	DSF	DD	CSE	AAPP	RIEP						

DIFFUSION

CS 18

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

5^{ème} Sous-direction - Bureau 5A

SOMMAIRE

1. LISTE DES CRÉATIONS DE FONDS DE CONCOURS.....	5
2. LISTE DES SUPPRESSIONS DE FONDS DE CONCOURS.....	10
3. LISTE DES MODIFICATIONS DE LIBELLE DES FONDS DE CONCOURS.....	15
4. 4. NOMENCLATURE CODIFIÉE DES DÉBITEURS (ANNEXE 4).....	16
4.1. Création	16
4.2. Modification de libellé	16
5. LISTE DES FONDS DE CONCOURS DÉCONCENTRÉS AUPRÈS DES ORDONNATEURS SECONDAIRES (ANNEXE 5)	17

La présente instruction a pour objet de récapituler les modifications intervenues en 2002 et 2003 sur la procédure des fonds de concours décrite dans l'instruction codificatrice n° 94-099-A7-P-R du 21 septembre 1994.

Les modifications suivantes concernent :

☞ *L'utilisation du logiciel ACCORD-Recettes par les ordonnateurs principaux :*

Au fur et à mesure de l'installation du logiciel ACCORD dans les ministères à compter du 1^{er} janvier 2003, les ordonnateurs principaux vont progressivement abandonner l'application SIGMA-Recettes et utiliser le module ACCORD-Recettes pour l'émission des titres de perception, d'annulation et de réduction.

☞ *L'annulation des crédits ouverts au cours des années précédente et antérieures :*

En matière d'annulation des crédits de fonds de concours ouverts les années précédente et antérieures, il est fait application, depuis le 1^{er} janvier 2002, de l'article 14 de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, conformément aux dispositions de l'article 65 de la nouvelle loi organique.

Les crédits devenus sans objet sont annulés par un décret pris sur le rapport du ministre chargé du Budget et non plus par voie d'arrêté pris et signé par l'Agent Comptable Central du Trésor.

Désormais, la Direction du Budget instruit les demandes présentées par les ordonnateurs principaux, relatives à l'annulation des crédits ouverts à tort au cours des années précédente et antérieures, et élabore le projet de décret soumis à la signature du Premier ministre et des ministres concernés avant publication au Journal Officiel.

Ainsi, la délégation de signature donnée par le Ministre de l'Economie et des Finances par décret n° 96-1247 du 26 décembre 1996, habilitant l'Agent Comptable Central du Trésor à signer les arrêtés portant annulation de crédits de fonds de concours n'a pas été reconduite en 2002.

Un décret du 28 juin 2002 portant délégation de signature du Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie l'autorise à signer seulement les arrêtés portant ouverture de crédits de fonds de concours.

☞ *La procédure d'ouverture des autorisations de programme préalables en matière d'investissements de l'Etat cofinancés par des tiers :*

Le décret n° 2002-1124 du 3 septembre 2002 relatif à l'ouverture de crédits de fonds de concours affectés aux dépenses d'investissement de l'Etat, a mis fin à la procédure des autorisations de programme provisionnelles ouvertes par les contrôleurs financiers et apurées lors de l'ouverture des autorisations de programme budgétaires après encaissement des fonds.

Cette procédure ne pouvait être maintenue dans le cadre de la mise en place de la nouvelle application informatique d'exécution des dépenses et des recettes "ACCORD".

Ainsi, le décret susvisé lui substitue la procédure permettant au Ministre délégué au Budget et à la Réforme Budgétaire d'ouvrir, par arrêtés, des autorisations de programme préalables dans le budget du ministère bénéficiaire, dès l'émission des titres de perception correspondants.

Les modalités techniques de mise en œuvre de ce nouveau dispositif sont décrites dans la circulaire de la Direction du Budget n° 1C-02-5123 du 31 décembre 2002 qui a été diffusée par l'instruction n° 03-017-A7-P-R du 27 février 2003. Cette réforme a entraîné la création de deux nouveaux codes de catégorie d'opération permettant d'identifier les recettes de fonds de concours donnant lieu à ouverture d'autorisations de programme préalables.

Des fonds de concours spécifiques sont ouverts au profit des ministères à compter du 1^{er} janvier 2003 dès l'entrée du ministère bénéficiaire dans le champ de l'application ACCORD.

Le code de ces fonds de concours comporte, en quatrième position à partir de la gauche, la valeur suivante intitulée :

- 7 *"Contributions à la réalisation d'investissements (AP préalables)"* pour les participations des tiers, hors fonds structurels européens ;
- 8 *"Contributions européennes ou étrangères (AP préalables)"* pour les contributions versées par la communauté européenne et les Etats étrangers.

Les créances et les recettes de ces fonds de concours sont comptabilisées selon les modalités suivantes :

- Fonds de concours comportant une catégorie d'opération de valeur 7 :

Les titres de perception sont pris en charge en comptabilité générale de l'Etat au compte 411.21 *"Redevables - Fonds de concours centraux - Créances de l'année courante"*, à la ligne de recette 1100 *"Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public"*.

Les recettes correspondantes sont comptabilisées au compte 901.60 *"Fonds de concours ordinaires et spéciaux - Fonds de concours centraux"* au sous-compte correspondant à l'année d'encaissement.

- Fonds de concours comportant une catégorie d'opération de valeur 8 :

Les titres de perception sont pris en charge au compte 411.21 *"Redevables - Fonds de concours centraux - Créances de l'année courante"*, à la ligne de recette 1500 *"Fonds de concours - Coopération internationale"*.

Les recettes correspondantes sont inscrites au compte 901.62 *"Fonds de concours - Coopération internationale - Fonds de concours centraux"* au sous-compte correspondant à l'année d'encaissement.

☞ *La mise en place de fonds de concours locaux au niveau des régions à compter du 1^{er} janvier 2003 :*

En application de la lettre n° 4 900/SG du 24 décembre 2002 du Premier Ministre, la mise en place d'une procédure de fonds de concours locaux au niveau des régions à compter du 1^{er} janvier 2003 a principalement pour but d'accélérer la mise à disposition des crédits de fonds structurels européens aux ordonnateurs locaux.

Les fonds de concours locaux reçoivent les versements des fonds structurels européens. Ils fonctionnent uniquement chez les Trésoriers-Payeurs Généraux de Région et des DOM.

Les crédits budgétaires correspondant à ces versements sont ouverts au niveau local immédiatement après la comptabilisation de la recette par le Trésorier-Payeur Général de Région sur le fonds de concours concerné.

Ainsi, les crédits ne sont plus préalablement ouverts au niveau central par l'Agent Comptable Central du Trésor, par délégation du Ministre du Budget, ni ensuite délégués au niveau local par les ministères gestionnaires de fonds européens.

Néanmoins, au niveau central, après exploitation des recettes de fonds de concours locaux centralisées par l'application des fonds de concours GFC, l'Agent Comptable Central du Trésor édite et signe, par délégation du Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, les arrêtés portant ouverture des crédits de fonds de concours locaux, et assure leur publication au Journal Officiel.

☞ *La modification en 2003 de la nomenclature des recettes de fonds de concours de coopération internationale :*

La procédure des fonds de concours locaux susvisée a entraîné en 2003 une modification de la nomenclature des recettes pour la comptabilisation des recettes de fonds de concours de la ligne 1500 *"Fonds de concours - Coopération internationale"*.

Désormais, les créances de ces fonds de concours, ainsi que les recettes correspondantes, sont inscrites à des comptes différents selon le classement du fonds de concours auquel elles appartiennent : fonds de concours central ou fonds de concours local.

Les fonds de concours centraux sont pris en charge au compte 411.21 "*Fonds de concours centraux - Créances de l'année courante*", et leurs recettes sont inscrites au compte 901.62 "*Fonds de concours - Coopération internationale - Fonds de concours centraux*", au sous-compte correspondant à l'année d'encaissement de la recette.

Les fonds de concours locaux sont suivis au compte 411.23 "*Fonds de concours locaux - Créances de l'année courante*", et les recettes correspondantes sont comptabilisées au compte 901.63 "*Fonds de concours - Coopération internationale - Fonds de concours locaux*", au sous-compte correspondant à l'année d'encaissement de la recette.

Un fonds de concours local se différencie d'un fonds de concours central principalement grâce à son intitulé qui comprend toujours la mention "*rattachement au niveau local*".

Enfin, la présente instruction récapitule les créations, les suppressions et les modifications de libellés de fonds de concours intervenues au titre des gestions 2001 et 2002 depuis la précédente mise à jour et notifiées aux comptables en cours d'année par lettres collectives.

Seules sont recensées les modifications par rapport à l'instruction n° 01-99-A7-P-R du 2 novembre 2001.

Ces modifications sont les suivantes :

1. LISTE DES CRÉATIONS DE FONDS DE CONCOURS

01.2.7.428	Participations diverses aux travaux de restauration des immeubles et objets mobiliers classés monuments historiques ou inscrits sur l'inventaire supplémentaire, ainsi que des palais nationaux (AP préalables).
02.1.6.430	Participations de tiers aux opérations de communication engagées par le ministère chargé de la culture et de la communication.
02.1.4.793	Participation du FEDER à des projets de restauration du patrimoine (programmation 2000-2006 - chapitre 56-20).
02.1.4.796	Participation du FEDER à des projets de restauration du patrimoine (programmation 2000-2006 - chapitre 66-20).
02.1.6.948 ¹	Participation d'un tiers au financement d'une exposition.
02.1.6.948	Participation de la Région Bourgogne au financement d'une exposition temporaire.
02.1.4.953	Participation communautaire au projet HEREIN.
03.2.2.018	Rémunération de services rendus par le ministère chargé de l'agriculture lors de la délivrance de certificats capacitaires relatifs au dressage des chiens au mordant et à l'exercice d'activités liées aux animaux d'espèces domestiques.
03.1.4.027	Financements communautaires au titre de la programmation 2000-2006 - Mesures socio-économiques.
03.1.6.227	Participations diverses à des opérations de communication.

¹ Fonds de concours ouvert le 21 novembre 2001, et supprimé en 2002.

03.1.4.734	Concours du FEOGA-Orientation et de l'IFOP, objectif 1 (rattachement au niveau local).
03.1.4.944	Participation communautaire au programme de coopération transfrontalière France-Italie relatif à la surveillance du marché des machines agricoles.
06.1.1.038	Participations diverses à la construction et l'aménagement de bâtiments administratifs, d'établissements d'enseignement et de centres d'information et d'orientation.
06.1.4.886	Participation du FEDER à l'équipement technologique et informatique des établissements d'enseignement du second degré (programmation 2000-2006).
07.1.4.071	Contributions communautaires à la réalisation de campagnes de communication.
07.1.6.072	Contributions de tiers à la réalisation de campagnes de communication.
07.2.2.073	Services rendus par la Commission de régulation de l'électricité.
07.2.6.075	Participation d'organismes bancaires au dispositif d'accompagnement du transfert des avoirs et placements proposé aux titulaires de comptes de fonds particuliers du Trésor Public.
07.1.6.278	Indemnisations de dommages dans le cadre de conventions, transactions ou médiations pénales (D.G.I.).
07.1.6.904	Participation de la Région Franche-Comté au financement d'une étude dans le domaine des technologies clés.
07.1.4.935	Participation communautaire au financement d'études dans le domaine de l'énergie.
07.1.6.946	Remboursements par les bénéficiaires finaux des sommes indûment perçues au titre des fonds structurels européens.
07.1.6.966	Contribution au financement d'un colloque.
07.1.4.981	Participation du FEDER au titre du programme national d'assistance technique.
07.1.4.990	Participation du FEDER au programme national informatique Présage.
09.1.4.742	Concours du FEDER, objectifs 1 et 2 (rattachement au niveau local).
09.1.4.977	Participation du FEDER au programme national informatique Présage.
09.1.4.983	Participation du Fonds de solidarité de l'Union européenne aux réparations des dégâts causés par des calamités publiques.
10.1.6.396	Participations des collectivités territoriales à des opérations intéressant la protection judiciaire de la jeunesse.
10.1.4.938	Participation communautaire à un colloque
12.1.4.957	Contribution de la Communauté européenne au programme de sensibilisation et de prévention du dopage des publics de jeunes.

14.1.4.731	Participation du FEDER aux travaux d'équipement du service militaire adapté dans les départements d'outre-mer (programmation 2000-2006).
14.1.4.733	Concours du FSE au profit du service militaire adapté dans les départements d'outre-mer (rattachement au niveau local).
16.1.4.986	Participation du FEDER au programme national informatique Présage.
23.1.6.912	Participation de la Région Ile-de-France à la réalisation d'une enquête statistique.
23.1.4.942 ¹	Participation du Fonds social européen à des actions de formation et d'insertion professionnelle des jeunes par la sécurité routière.
26.1.7.141	Participations des régions au contrat interrégional du bassin parisien (AP préalables)
26.1.7.142	Participations à la réhabilitation des chaussées et ouvrages, aux aménagements en matière de sécurité des infrastructures sur le réseau national et à la construction et à l'équipement des parcs et centres d'entretien (AP préalables).
26.1.7.143	Participations à la construction, à l'équipement et à l'exploitation du réseau routier national (AP préalables).
26.1.7.144	Participations diverses au financement d'études et de travaux dans le domaine des transports terrestres (AP préalables).
26.1.7.145	Participations diverses à l'aménagement de la voirie des villes nouvelles (AP préalables).
26.1.7.146	Participations diverses à la sécurité et à la circulation routières. Investissement (AP préalables).
26.1.7.147	Participation de tiers au financement d'opérations de restauration et de réparation réalisées sur le réseau des voies navigables gérées par l'Etat (AP préalables).
26.1.8.148	Participation financière de l'Union européenne aux projets d'investissements en matière de transports routiers (AP préalables).
26.1.8.149	Participations d'Etats européens au financement d'études et de travaux dans le domaine des transports (AP préalables).
26.1.1.451 ¹	Participations diverses à la sécurité et à la circulation routières - Investissements.
26.1.1.452	Participations de tiers au financement d'opérations de restauration et de réparation réalisées sur le réseau des voies navigables gérées par l'Etat.
26.1.4.453	Participations d'Etats européens au financement de projets dans le domaine des transports interurbains.
26.2.6.496 ^{1 2}	Participations diverses à la sécurité et à la circulation routières - Fonctionnement.

¹ Fonds de concours en provenance de la section budgétaire 24 "Transports – Sécurité routière" supprimée à compter du 1^{er} janvier 2002 par la loi de finances pour 2002.

² Fonds de concours intégré au fonds de concours 26.2.6.352 à compter du 1^{er} janvier 2002.

26.1.4.653	Participation du FEDER aux projets d'investissements en matière de transports (programmation 2000-2006).
26.1.4.935 ¹	Contribution de la Principauté d'Andorre à des travaux d'aménagement d'un carrefour giratoire.
26.1.4.945 ²	Contribution de l'Union européenne aux programmes relatifs à la sécurité et à la circulation sur le réseau autoroutier transeuropéen.
28.1.4.092	Participation du FEDER à des travaux de signalisation maritime et d'équipement des centres de surveillance et de sauvetage (programmation 2000-2006).
28.1.4.099	Participation du FEDER à des travaux d'aménagement et d'équipement dans les ports d'intérêt national (programmation 2000-2006).
28.1.7.150	Contributions des collectivités locales aux opérations de rénovation et d'équipement des écoles nationales de la marine marchande (AP préalables).
28.1.7.151	Participations à l'aménagement, l'adaptation et la construction d'installations portuaires et à des travaux divers sur le littoral (AP préalables).
28.1.7.152	Participations diverses aux investissements relatifs à la signalisation maritime (AP préalables).
28.1.8.153	Participation des Communautés européennes et des pays membres concernés à l'étude des principaux flux de transports maritimes dans la région Arc Atlantique (AP préalables).
28.1.7.888 ³	Participation du Territoire des TAAF à l'immersion de navires abandonnés après saisie pour pêche illégale dans les TAAF (AP préalables).
32.1.4.959	Participation de la Communauté européenne à un séminaire.
32.1.4.975	Participation du FEDER au programme national informatique Présage.
35.1.7.897	Participation des collectivités territoriales à la construction, l'achat, l'aménagement ou la rénovation de bâtiments administratifs (AP préalables).
35.1.6.901	Participation de l'Office des migrations internationales au financement des actions en faveur des demandeurs d'asile.

¹ Fonds de concours ouvert le 25 octobre 2001 et intégré au fonds de concours 26.1.4.889 au 1^{er} janvier 2002.

² Fonds de concours en provenance de la section budgétaire 24 "*Transports – Sécurité routière*" supprimée à compter du 1^{er} janvier 2002 par la loi de finances pour 2002.

³ Re-codification du fonds de concours 28.1.1.888 à compter du 1^{er} janvier 2003.

35.1.6.937	Participations diverses à une campagne de communication relative aux médicaments génériques.
35.1.6.955	Participation de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés à l'achat, au stockage et à la livraison de traitements pour les pathologies résultant d'actes terroristes.
35.1.6.970	Participation de la CNAMTS au financement d'une enquête.
36.1.4.740	Concours du FSE, objectifs 1, 2 et 3 - Assistance technique (rattachement au niveau local).
36.1.4.741	Concours du FSE, objectifs 1, 2 et 3 - Hors assistance technique (rattachement au niveau local).
36.1.4.988	Contributions d'organismes internationaux aux actions en matière de prévention des risques et d'amélioration des conditions de travail.
37.1.7.824	Participations aux études, acquisitions et travaux relatifs à la protection de la nature et de l'environnement, à la prévention et à la lutte contre les pollutions (AP préalables).
38.1.7.085	Participations diverses à l'aménagement et à la construction de locaux universitaires (A.P. préalables).
38.1.4.094	Participation du FEDER à la construction et à l'équipement de locaux universitaires (programmation 2000-2006).
38.2.6.327	Remboursement par les établissements d'enseignement supérieur des dépenses de rémunération des personnes affectés dans les services d'activités industrielles et commerciales.
40.1.6.904 ¹	Contribution de la société SORELIF aux dépenses d'aménagement et de développement du territoire.
40.1.4.987	Participation du FEDER au programme national informatique Présage.
70.1.1.024	Participations aux opérations de dégagement d'une fréquence hertzienne, bénéficiant à la gendarmerie.

¹ Fonds de concours ouvert le 15 octobre 2001 et supprimé le 18 janvier 2002.

2. LISTE DES SUPPRESSIONS DE FONDS DE CONCOURS

01.1.1.455 ¹	Contributions des Etats africains à la rémunération des personnels enseignants et de coopération technique.
01.1.4.897	Participation du Fonds social européen à la formation des Français à l'Etranger.
02.1.1.431 ²	Participations diverses à la restauration des orgues non classées appartenant à l'Etat.
02.1.4.797	Participation de fonds communautaires à des projets de restauration du patrimoine.
02.1.6.948	Participation d'un tiers au financement d'une exposition.
02.1.4.977	Participation du Fonds social européen au projet RAMA - Constitution d'une banque d'image des archives des grands musées.
02.1.4.993	Participation de fonds communautaires à des projets de restauration du patrimoine.
03.1.6.017	Participations des collectivités locales aux opérations de vaccination orale des renards.
03.2.6.024	Financement de la couverture des réparations civiles susceptibles d'être mises à la charge de l'Etat à l'occasion des concours prêtés par les services techniques aux collectivités locales et à divers organismes, par prélèvement de 5 °/00 sur la rémunération de ces concours.
03.2.2.226 ³	Produit du remboursement des dépenses afférentes au contrôle et à la vérification des opérations effectuées par les sociétés de courses de chevaux.
03.1.4.784	Participation du FEOGA-Orientation au financement d'actions structurelles de promotion du développement des régions en retard et des zones rurales (objectifs n° 1 et 5 b) – Fonctionnement.
03.1.4.932	Participation du FEOGA à l'identification et l'enregistrement des bovins, faisant appel à des moyens en personnel.
03.1.1.938	Participations des collectivités locales à la mise en place d'un laboratoire de phytobactériologie.
03.1.4.936	Participation du FEOGA à l'identification et l'enregistrement des bovins, faisant appel à des moyens de fonctionnement.

¹ Fonds de concours intégré au fonds de concours 01.1.4.069.

² Fonds de concours intégré au fonds de concours 02.1.1.833 à compter du 1^{er} janvier 2002.

³ Recette inscrite à la ligne 318.91 du Budget Général par la loi de finances initiale pour 2003 à compter du 1^{er} janvier 2003.

03.1.4.952	Participation du FEOGA au projet d'identification électronique des animaux.
04.1.4.030	Contribution du FSE aux frais de stage et de rééducation professionnelle des handicapés dans les écoles de l'ONAC.
05.2.1.289	Prélèvements effectués sur les émoluments des agents de tourisme logés par l'Etat à l'étranger.
05.1.4.780	Participation du Fonds social européen au financement d'actions de formation professionnelle.
06.1.4.900	Participation du Fonds européen de développement régional (FEDER) au premier équipement en matériels technologiques des établissements d'enseignement du second degré.
06.1.4.944	Participation du Fonds social européen au programme <i>"Nouveaux services – Nouveaux emplois"</i> .
07.2.6.203	Remboursement des frais d'organisation des séances d'information professionnelle des délégués mineurs.
07.1.4.243 ¹	Participation de l'Union européenne au financement d'études statistiques dans le domaine communautaire, à la mise en œuvre d'outils informatiques destinés à la lutte contre la fraude et à la formation des opérateurs.
07.2.3.648	Recettes provenant de travaux et publications effectués par le service de la conservation des gisements d'hydrocarbures.
07.2.2.771	Produit de la rémunération des prestations particulières réalisées par les services du cadastre au titre de la mise en place de bases de données intégrant des informations cadastrales.
07.1.1.897	Contribution des collectivités locales d'Ile-de-France à l'Appui régional à l'implantation sur les marchés extérieurs.
07.1.4.901 ¹	Participation de la communauté économique européenne à la mise en œuvre du casier viticole communautaire.
07.1.6.911	Contributions volontaires à la réparation des dégradations causées au centre des impôts de Tarascon.
07.1.4.939	Participation du FEDER à une opération de coopération dans le domaine de la consommation – Programme Interreg II – Rives Manche.
07.1.4.965	Participation de la Commission européenne aux actions de communication sur le passage à l'euro.

¹ Fonds de concours regroupé sur fonds de concours 07.1.4.244 au 1^{er} janvier 2002.

09.2.3.634	Produit des aliénations de meubles, matériels et véhicules appartenant à l'Etat et affectés à l'administration préfectorale (préfectures 17, 28, 49, 68, 80, 83, 88, 93).
10.1.6.521	Participations diverses au financement d'opérations d'informatisation des tribunaux.
10.2.4.848	Participation du territoire de la Polynésie Française au fonctionnement du service pénitentiaire.
14.1.4.105	Participation du FSE aux actions en faveur de personnes étrangères à l'administration.
14.1.4.920	Participation du FEDER aux travaux d'équipement du service militaire adapté dans les départements d'outre-mer.
23.2.6.353 ¹	Participations diverses à l'entretien et à l'exploitation des infrastructures des voies navigables gérées par l'Etat.
23.2.6.358	Contributions des départements aux dépenses du personnel ouvrier des parcs et ateliers.
24.1.1.451 ²	Participations diverses à la sécurité et à la circulation routières – Investissements.
24.2.6.496 ²	Participations diverses à la sécurité et à la circulation routières – Fonctionnement.
24.1.4.942 ³	Participation du Fonds social européen à des actions de formation et d'insertion professionnelles des jeunes par la sécurité routière.
24.1.4.945 ²	Contribution de l'Union européenne aux programmes relatifs à la sécurité et à la circulation sur le réseau autoroutier transeuropéen.
26.2.6.496 ⁴	Participations diverses à la sécurité et à la sécurité routières - Fonctionnement.
26.1.4.935 ⁵	Contribution de la Principauté d'Andorre à des travaux d'aménagement d'un carrefour giratoire.
26.1.4.975 ⁵	Participation de la République Fédérale d'Allemagne à la construction d'un pont sur le Rhin entre Eschau et Altenheim.
28.2.6.400	Participations diverses aux dépenses de rémunérations et charges annexes des officiers de ports et officiers de ports adjoints.

¹ Fonds de concours intégré au fonds de concours 23.2.6.775 en 2002.

² Fonds de concours transféré à la section budgétaire 26 "*Transports*" suite à la suppression de la section 24 "*Transports : Sécurité routière*" par la loi de finances pour 2002, à compter du 1^{er} janvier 2002.

³ Fonds de concours transféré à la section budgétaire 23 "*Services communs*" suite à la suppression de la section 24 "*Transports : Sécurité routière*" par la loi de finances pour 2002, à compter du 1^{er} janvier 2002.

⁴ Fonds de concours intégré au fonds de concours 26.2.6.352 au 1^{er} janvier 2002.

⁵ Fonds de concours intégré au fonds de concours 26.1.4.889 au 1^{er} janvier 2002.

28.1.4.953	Participation du FEDER à la modernisation d'un outil informatique dans le cadre du programme PESCA.
32.1.6.858	Contribution de la société concessionnaire de la nouvelle "carte jeunes" au développement d'actions à caractère social en faveur des jeunes.
32.1.4.958	Contribution de la Communauté européenne au financement de la rencontre européenne sur la jeunesse.
32.1.4.963	Participation du Fonds social européen aux programmes d'action formation et aide à l'installation et à l'emploi des jeunes.
35.1.4.077	Remboursement par le Fonds social européen sur demande d'un Etat membre des dépenses consacrées à des actions de rééducation en faveur des handicapés.
35.1.4.464	Participation du Fonds social européen au financement des actions de promotion, de formation et d'information relatives aux droits de la femme.
35.1.4.891	Participation du Fonds social européen à des actions de formation et d'accompagnement à l'insertion professionnelle en faveur des rapatriés.
35.1.4.899	Participation du FSE au financement d'actions d'insertion des toxicomanes.
35.1.6.907	Participations diverses au financement de la célébration du centenaire de la loi de 1901 relative au contrat d'association.
35.1.4.974	Participation du Fonds social européen au financement du programme d'insertion des toxicomanes sur le marché du travail.
35.1.4.981	Cofinancement du Fonds social européen pour une évaluation des actions de formation menées par les déléguées régionales aux droits des femmes.
35.1.4.983	Contribution de l'Union européenne aux actions d'accueil des personnes déplacées en provenance du KOSOVO.
35.1.4.990	Participation du Fonds social européen aux actions d'assistance technique, d'incitation à la formation et à l'insertion professionnelle des femmes au titre du programme NOW (New Opportunities for Women).
36.1.4.960	Participation du Fonds social européen aux actions d'assistance technique faisant appel à des moyens informatiques.
36.1.4.961	Participation du Fonds social européen aux actions d'assistance technique faisant appel à des moyens de fonctionnement de l'administration centrale.
36.1.4.964	Participation du Fonds social européen aux actions d'assistance technique faisant appel à des moyens en personnel.
37.2.6.307	Participation de l'Office national de la chasse aux rémunérations des personnels mis à la disposition de l'administration centrale chargée de la chasse.
37.2.6.819	Participation du Conseil supérieur de la pêche aux dépenses des établissements domaniaux de pisciculture et de la station d'hydrobiologie appliquée.

38.1.1.091	Participations diverses à l'aménagement et à la construction de locaux universitaires pour la recherche.
38.1.4.806	Participation des communautés européennes à la construction et à l'équipement de locaux universitaires et de recherche - Fonds FEDER.
38.1.4.946	Participation du Fonds social européen au programme " <i>Nouveaux services – Nouveaux emplois</i> ".
40.1.6.904	Contribution de la société SORELIF aux dépenses d'aménagement et de développement du territoire.
70.2.2.123	Produits des redevances d'études, concessions de licences et cessions de droits de propriété industrielle consenties par la Défense (Soutien des forces).
70.1.4.129	Contribution des gouvernements étrangers, membres de l'OTAN aux dépenses d'infrastructure interalliée sur le territoire français.
70.2.2.132	Remboursement d'essais effectués pour les gouvernements étrangers et redevances contractuelles perçues au profit de la Défense (Soutien des forces).
70.2.2.133	Remboursement d'essais effectués pour les gouvernements étrangers et redevances contractuelles perçues au profit de la Défense (Entretien programmé).
70.2.2.138	Redevances perçues à l'occasion des contrôles effectués par les services de la Défense sur les commandes exécutées par l'industrie française pour les gouvernements étrangers (Etudes).
70.2.2.139	Redevances perçues à l'occasion des contrôles effectués par les services de la Défense sur les commandes exécutées par l'industrie française pour les gouvernements étrangers (Equipements communs).
70.2.2.141	Redevances perçues à l'occasion des contrôles effectués par les services de la Défense sur les commandes exécutées par l'industrie française pour les gouvernements étrangers (Soutien des forces).
70.2.3.543	Produit des cessions de matériels de recherche bénéficiant à la délégation générale pour l'armement, pour la recherche et le développement (Espace).
70.2.3.548	Produit des cessions de matériels de recherche bénéficiant à la délégation générale pour l'armement, pour la recherche et le développement (Etudes).
70.2.3.551	Produit des cessions de matériels de recherche bénéficiant à la délégation générale pour l'armement, pour la recherche et le développement (Equipements communs).
70.2.3.552	Produit des cessions de matériels de recherche bénéficiant à la délégation générale pour l'armement, pour la recherche et le développement (Equipements des armées).

3. LISTE DES MODIFICATIONS DE LIBELLE DES FONDS DE CONCOURS

02.1.1.833	Participations financières des collectivités publiques et des personnels privés à diverses opérations - Bâtiments et autres investissements.
02.1.6.931	Participation de tiers aux frais engagés par la direction des musées de France pour l'organisation du Printemps des musées.
02.1.4.976	Participations communautaires aux études et campagnes de communication.
03.1.4.022	Participation du FEOGA aux dépenses de subventions relatives aux forêts.
03.1.4.219	Participation du FEOGA aux dépenses d'aides et primes relatives à la modernisation des exploitations concernant les prêts bonifiés.
03.1.6.665	Participations diverses aux frais de fonctionnement et de déplacement des directions départementales et régionales de l'agriculture et de la forêt (DDAF et DRAF), et des directions départementales des services vétérinaires (DDSV).
03.1.4.787	Financements communautaires au titre de la programmation 2000-2006 - FEOGA-Orientation et IFOP (Rattachement au niveau central).
03.1.4.923	Participation du FEDER au programme national informatique Présage.
03.1.4.991	Participation communautaire à la mise en place d'un registre parcellaire graphique.
09.2.3.632	Produit des aliénations de meubles, matériels et véhicules appartenant à l'Etat et affectés à l'administration préfectorale (Préfectures globalisées).
23.2.6.359	Contributions diverses aux dépenses de personnel des services déconcentrés à l'exception des contributions départementales prévues par le décret du 26 décembre 1940.
23.2.3.408	Recettes provenant de la vente de publications et documents divers ainsi que de la vente d'espaces publicitaires.
23.2.3.524	Produit de la rémunération des services rendus par la direction des affaires économiques et internationales en application du décret n° 2002-835 du 2 mai 2002.
23.2.6.775	Contributions diverses aux moyens de fonctionnement des services déconcentrés.
26.1.1.096	Participations à la réhabilitation des chaussées et ouvrages, aux aménagements en matière de sécurité des infrastructures sur le réseau national, à la construction et à l'équipement des parcs et centres d'entretien.
26.1.1.098	Participations diverses au financement d'études et de travaux dans le domaine des transports terrestres.

26.2.6.352	Participations diverses à l'entretien et au fonctionnement du réseau routier.
26.2.6.403	Remboursement par des tiers de travaux effectués par le service d'études techniques des routes et autoroutes (SETRA), le centre d'études des tunnels (CETU) et le centre national des ponts de secours (CNPS).
26.1.4.889	Participation d'Etats européens au financement d'études et de travaux dans le domaine des transports.
28.1.4.529	Participations communautaires et étrangères au financement de systèmes de suivi et d'inspection en matière de qualité et de sécurité des transports maritimes.
28.1.4.905	Participation de la Communauté européenne aux études et travaux en matière de sécurité et de surveillance maritime.
35.1.6.970	Participation de tiers au financement d'une enquête.
36.1.4.910	Contributions communautaires à des statistiques et études.
37.1.1.996	Dons de tiers au profit de la lutte contre les pollutions marines accidentelles.

4. 4. NOMENCLATURE CODIFIÉE DES DÉBITEURS (ANNEXE 4)

4.1. CRÉATION

Troisième partie : AUTRES VERSEMENTS

- Entreprises secteur non agricole non financier
143 : Société AIRBUS
- Administrations de sécurité sociale
367 : Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

4.2. MODIFICATION DE LIBELLÉ

Première partie : VERSEMENTS DE PROVENANCE EXTÉRIEURE À LA FRANCE MÉTROPOLITAINE

933 : FEOGA-Orientation et IFOP

5. LISTE DES FONDS DE CONCOURS DÉCONCENTRÉS AUPRÈS DES ORDONNATEURS SECONDAIRES (ANNEXE 5)

Ordonnateurs secondaires du Ministère de l'Agriculture Alimentation, Pêche et Affaires rurales :

03.2.2.018	Rémunération de services rendus par le ministère chargé de l'agriculture lors de la délivrance de certificats capacitaires relatifs au dressage des chiens au mordant et à l'exercice d'activités liées aux animaux d'espèces domestiques.
03.1.4.734	Concours du FEOGA-Orientation et de l'IFOP, objectif 1 (rattachement au niveau local).

Ordonnateurs secondaires du Ministère de l'Intérieur, Sécurité intérieure et Libertés locales :

09.1.6.814	Remboursements par les bénéficiaires finaux des sommes indûment perçues au titre du Fonds européen de développement régional – FEDER.
09.1.4.742	Concours du FEDER, objectifs 1 et 2 (rattachement au niveau local).

Ordonnateurs secondaires du Ministère de l'Outre-Mer :

14.1.4.733	Concours du FSE au profit du service militaire adapté dans les départements d'Outre-Mer (rattachement au niveau local).
------------	---

Ordonnateurs secondaires du Ministère du Travail, Santé et Solidarité - Travail :

36.1.4.740	Concours du FSE, objectifs 1, 2 et 3 - Assistance technique (rattachement au niveau local).
36.1.4.741	Concours du FSE, objectifs 1, 2 et 3 - Hors assistance technique (rattachement au niveau local).

Ordonnateur secondaire du Ministère de la Défense désigné ci-après :

Le chef du centre de gestion de la comptabilité et des finances du service de la qualité à Lille (Nord) pour les fonds de concours suivants :

70.2.2.136	Redevances perçues à l'occasion des contrôles effectués par les services de la Défense sur les commandes exécutées par l'industrie française pour les gouvernements étrangers (fonctionnement DGA).
70.2.6.594	Recettes provenant de prestations diverses effectuées par la Défense dans le cadre de sa mission, bénéficiant à la direction générale pour l'armement.

Ces modifications seront intégrées dans la nouvelle instruction codificatrice des fonds de concours de l'Etat.

Les comptables recevront prochainement la nouvelle instruction codificatrice qui annule et remplace l'instruction codificatrice n° 94-099-A7-P-R du 21 septembre 1994 et comporte les documents suivants :

- la liste codifiée des fonds de concours par ministère (Annexe n° 1) ;
- la liste codifiée des fonds de concours par ministère à enregistrer au compte 901.62 (Annexe n° 2) ;
- la liste codifiée des fonds de concours locaux par ministère à enregistrer au compte 901.63 (Annexe n° 3) ;
- la liste codifiée des débiteurs (Annexe n° 4) ;
- la liste limitative des fonds de concours pour lesquels les ordonnateurs secondaires sont habilités à émettre des titres de perception (annexe n° 5) ;
- un modèle de titre de perception ou d'annulation (Annexe n° 6) ;
- un modèle d'état de recouvrement (Annexe n° 7) ;
- un modèle d'état de recouvrement adapté aux fonds de concours locaux (Annexe n° 8).

Toutes difficultés d'application seront signalées à la Direction sous le timbre du Bureau 5A.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

L'INSPECTEUR DES FINANCES CHARGÉ DE LA 5^{ÈME} SOUS-DIRECTION

JEAN-LOUIS ROUQUETTE